

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2005 — 3699

[C — 2005/21170]

23 DECEMBRE 2005. — Loi portant des dispositions diverses (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — Justice

CHAPITRE I^{er}. — Modification de la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90ter du Code d'instruction criminelle

Art. 2. L'article 4, § 2, 4°, de la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90ter du Code d'instruction criminelle, est remplacé comme suit :

« 4° la demande se rapporte à une infraction passible de la peine de mort dans l'Etat requérant, à moins :

— qu'il ne puisse être raisonnablement admis que l'exécution est de nature à réduire le risque d'une condamnation à une peine de mort;

— que cette demande ne fasse suite à une demande émanant de l'inculpé ou du prévenu lui-même;

— que l'Etat requérant ne donne des garanties suffisantes que la peine de mort ne sera pas prononcée ou, si elle est prononcée, qu'elle ne sera pas exécutée. »

CHAPITRE II. — Modification du Code des sociétés

Art. 3. A l'article 15 du Code des sociétés, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « et l'avant-dernier » sont insérés entre les mots « le dernier » et les mots « exercice clôturé »;

2° au § 2, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 4. A l'article 138, alinéa 4, du même Code, les mots « , ou s'ils estiment que ces mesures ne sont pas susceptibles d'assurer la continuité de l'entreprise pendant un délai raisonnable » sont insérés entre les mots « délai raisonnable » et les mots « ils peuvent communiquer »

Art. 5. Dans le texte néerlandais de l'article 582, alinéa 2, du même Code, le mot « juist » est remplacé par le mot « getrouw »

Art. 6. Dans le texte néerlandais de l'article 596, alinéa 2, du même Code, le mot « juist » est remplacé par le mot « getrouw »

CHAPITRE III. — Modification de la loi du 8 août 1997 sur les faillites

Art. 7. L'article 27, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, est complété par la phrase suivante :

« A cette fin, les membres de l'assemblée générale peuvent voter eux-mêmes ou par procuration. »

CHAPITRE IV. — Modifications de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus

Art. 8. L'intitulé de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires et le statut juridique des détenus, est remplacé comme suit :

« Loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus »

Art. 9. A l'article 2, 18°, de la même loi, les mots « praticien de la santé » sont remplacés par les mots « praticien professionnel »

Art. 10. A l'article 8, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « Lorsque, en vertu de l'alinéa 1^{er}, une décision n'a pas pu être motivée » sont remplacés par les mots « Lorsqu'une décision n'est pas motivée »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2005 — 3699

[C — 2005/21170]

23 DECEMBER 2005. — Wet houdende diverse bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — Justitie

HOOFDSTUK I. — Wijziging van de wet van 9 december 2004 betreffende de wederzijdse internationale rechtshulp in strafzaken en tot wijziging van artikel 90ter van het Wetboek van strafvordering

Art. 2. Artikel 4, § 2, 4°, van de wet van 9 december 2004 betreffende de wederzijdse internationale rechtshulp in strafzaken en tot wijziging van artikel 90ter van het Wetboek van strafvordering, wordt vervangen als volgt :

« 4° het verzoek betrekking heeft op een misdrijf dat in de verzoekende Staat met de doodstraf kan worden bestraft, tenzij :

— redelijk kan worden aangenomen dat de tenuitvoerlegging het risico op een veroordeling tot de doodstraf kan verminderen;

— dit verzoek het gevolg is van een vraag uitgaande van de verdachte of de beklaagde zelf of;

— de verzoekende Staat toereikende waarborgen biedt dat de doodstraf niet zal worden uitgesproken of, indien toch uitgesproken, niet zal worden uitgevoerd. »

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het Wetboek van vennootschappen

Art. 3. In artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « en het voorlaatst » ingevoegd tussen de woorden « het laatst » en de woorden « afgesloten boekjaar »;

2° in § 2 worden het tweede en het derde lid opgeheven.

Art. 4. In de Franse tekst van artikel 138, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « , ou s'ils estiment que ces mesures ne sont pas susceptibles d'assurer la continuité de l'entreprise pendant un délai raisonnable » ingevoegd tussen de woorden « délai raisonnable » en de woorden « ils peuvent communiquer »

Art. 5. In artikel 582, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « juist » vervangen door het woord « getrouw »

Art. 6. In artikel 596, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « juist » vervangen door het woord « getrouw »

HOOFDSTUK III. — Wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997

Art. 7. Artikel 27, eerste lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Te dien einde kunnen de leden van de algemene vergadering zelf stemmen of bij volmacht. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van gedetineerden

Art. 8. In de Franse tekst van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van gedetineerden, wordt het opschrift van de wet vervangen als volgt :

« Loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus »

Art. 9. In artikel 2, 18°, van dezelfde wet worden de woorden « beoefenaar van een gezondheidsberoep » vervangen door het woord « beroepsbeoefenaar »

Art. 10. In artikel 8, § 1, van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Indien een beslissing die krachtens het eerste lid wordt genomen niet met redenen kon worden omkleed » vervangen door de woorden « Indien een beslissing niet met redenen is omkleed »;

2° à l'alinéa 3, les mots « Les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « Les décisions qui ne sont pas motivées »

Art. 11. Dans le texte néerlandais de l'article 11 de cette même loi, les mots « gemeenschappelijk georganiseerde activiteiten » sont remplacés par les mots « gemeenschappelijke activiteiten »

Art. 12. L'article 23, § 2, de la même loi est remplacé comme suit :

« § 2. La Commission d'appel est chargée d'examiner :

— les recours introduits contre les décisions des commissions des plaintes;

— les recours introduits contre les rejets de la demande de se faire traiter par un médecin librement choisi, comme prévu à l'article 91;

— les recours contre les décisions de placement sous régime de sécurité particulier individuel, comme prévu au titre VI, chapitre III, section III;

— les recours contre les décisions prises suite à des réclamations contre un placement ou un transfèrement, comme prévu au titre VIII, chapitre III. »

Art. 13. A l'article 24, § 1^{er}, de la même loi, les mots « , moyennant accord écrit du détenu, toutes les pièces contenant des informations personnelles le concernant » sont remplacés par les mots « toutes les pièces contenant des informations personnelles concernant le détenu »

Art. 14. A l'article 30, § 1^{er}, de la même loi, les mots « le registre des sanctions disciplinaires ainsi que » sont insérés entre les mots « y compris » et les mots « toutes les pièces »

Art. 15. A l'article 51 de la même loi, les mots « espace de séjour individuel » sont remplacés par les mots « espace de séjour attribué »

Art. 16. A l'article 62 de la même loi, le § 2 est supprimé, de sorte que le § 1^{er} devient l'unique alinéa de cet article.

Art. 17. L'article 64, § 3, de la même loi est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est supprimée;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« La décision du directeur est motivée et notifiée par écrit au détenu. »

Art. 18. A l'article 100, § 1^{er}, 3°, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « l'isoler en cellule » sont remplacés par les mots « l'isoler dans l'espace de séjour attribué au détenu »

Art. 19. Aux articles 132, 3°, 140, § 2, alinéa 5, et 142 de la même loi, les mots « en cellule » sont remplacés par les mots « dans l'espace de séjour attribué au détenu »

Art. 20. A l'article 143, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « d'isolement en cellule » sont remplacés par les mots « d'isolement dans l'espace de séjour attribué au détenu »

Art. 21. Le chapitre IX du titre V de la même loi contient les articles 102 et 103.

Art. 22. A l'article 113, § 3, de la même loi, les mots « cellule de punition » sont remplacés par les mots « cellule sécurisée »

Art. 23. A l'article 118, § 10, de la même loi, les mots « conformément aux § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 6, alinéa 3, §§ 7 et 8 » sont remplacés par les mots « conformément aux § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 7, alinéa 1^{er} et 2, §§ 8 et 9 »

Art. 24. A l'article 135, § 1^{er}, 3°, de la même loi, les mots « ou avec un assistant juridique au sens de l'article 102 » sont remplacés par les mots « ou avec la personne qui fournit une assistance judiciaire ou juridique au sens de l'article 104 »

Art. 25. L'intitulé de la section IV du chapitre III du titre VII de la même loi est remplacé comme suit :

« Section IV. — De l'isolement dans l'espace de séjour attribué au détenu »

Art. 26. L'article 140, § 1^{er}, de la même loi est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Cette sanction disciplinaire s'effectue dans l'espace de séjour attribué au détenu. »

2° in het derde lid worden de woorden « De beslissingen die krachtens het eerste lid worden genomen » vervangen door de woorden « De beslissingen die niet met redenen zijn omkleed »

Art. 11. In artikel 11 van dezelfde wet worden de woorden « gemeenschappelijk georganiseerde activiteiten » vervangen door de woorden « gemeenschappelijke activiteiten »

Art. 12. Artikel 23, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 2. De Beroepscommissie is belast met de behandeling van :

– de beroepschriften tegen de uitspraken van de klachtencommissies;

– de beroepschriften tegen de afwijzingen van het verzoek om zich te laten behandelen door een vrij gekozen geneesheer, zoals bepaald in artikel 91;

– de beroepschriften tegen de beslissingen tot plaatsing in een individueel bijzonder veiligheidsregime, zoals bepaald in titel VI, hoofdstuk III, afdeling III;

– de beroepschriften tegen de beslissingen die genomen worden naar aanleiding van bezwaarschriften tegen een plaatsing of overplaatsing, zoals bepaald in titel VIII, hoofdstuk III. »

Art. 13. In artikel 24, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « , met schriftelijk akkoord van de gedetineerde, alle stukken die individuele gegevens bevatten welke hem betreffen » vervangen door de woorden « alle stukken die individuele gegevens bevatten van de gedetineerde »

Art. 14. In artikel 30, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « van het register van de tuchtsancties en » ingevoegd tussen de woorden « met inbegrip » en de woorden « van alle stukken »

Art. 15. In artikel 51 van dezelfde wet worden de woorden « individuele verblijfsruimte » vervangen door de woorden « toegewezen verblijfsruimte »

Art. 16. In artikel 62 van dezelfde wet wordt § 2 opgeheven waardoor § 1 het enige lid wordt van dit artikel.

Art. 17. In artikel 64, § 3, van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de tweede zin opgeheven;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De beslissing van de directeur is gemotiveerd en wordt schriftelijk meegedeeld aan de gedetineerde. »

Art. 18. In artikel 100, § 1, 3°, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « afzondering in de eigen cel » vervangen door de woorden « afzondering in de aan de gedetineerde toegewezen verblijfsruimte »

Art. 19. In de artikelen 132, 3°, 140, § 2, vijfde lid, en 142 van dezelfde wet worden de woorden « de eigen cel » vervangen door de woorden « de aan de gedetineerde toegewezen verblijfsruimte »

Art. 20. In artikel 143, § 3, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « afzondering in de eigen cel » vervangen door de woorden « afzondering in de aan de gedetineerde toegewezen verblijfsruimte »

Art. 21. Hoofdstuk IX van titel V van dezelfde wet omvat de artikelen 102 en 103.

Art. 22. In artikel 113, § 3, van dezelfde wet wordt het woord « strafcel » vervangen door de woorden « beveiligde cel »

Art. 23. In artikel 118, § 10, van dezelfde wet worden de woorden « overeenkomstig § 1, eerste lid, § 6, derde lid en §§ 7 en 8 » vervangen door de woorden « overeenkomstig § 1, eerste lid, § 7, eerste en tweede lid en §§ 8 en 9 »

Art. 24. In artikel 135, § 1, 3°, van dezelfde wet worden de woorden « of een rechtshulpverlener zoals bedoeld in artikel 102 » vervangen door de woorden « of met de persoon die rechtshulp of juridische bijstand verleent in de zin van artikel 104 »

Art. 25. Het opschrift van afdeling IV van hoofdstuk III van titel VII van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Afdeling IV. — Afzondering in de aan de gedetineerde toegewezen verblijfsruimte »

Art. 26. Artikel 140, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Deze tuchtsanctie wordt uitgevoerd in de aan de gedetineerde toegewezen verblijfsruimte. »

Art. 27. A l'article 144, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « soit parce qu'un simple avertissement suffit, sans inscription dans le registre des sanctions disciplinaires visé à l'article 146 » sont remplacés par les mots « soit parce qu'il est inopportun d'entamer une procédure disciplinaire »;

2° le § 2 est complété comme suit :

« Le rapport rédigé est joint au dossier du détenu. »

Art. 28. A l'article 145, § 1^{er}, de la même loi, les mots « article 110 » sont remplacés par les mots « article 112 »

Art. 29. A l'article 152, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la même loi, les mots « du dépôt de la plainte » sont remplacés par les mots « de la réception de la plainte »

Art. 30. A l'article 165, § 4, de la même loi, les mots « 162, § 4 » sont remplacés par les mots « 163, § 4 »

Art. 31. Dans le texte néerlandais de l'article 167, § 1^{er}, de la même loi, les mots « krachtens van de artikelen » sont remplacés par les mots « krachtens de artikelen »

Art. 32. L'article 169 de la même loi est remplacé comme suit :

« L'article 30^{ter} du Code pénal, inséré par la loi du 18 mars 1970 et renuméroté par la loi du 10 juillet 1996, est abrogé. »

Art. 33. Le chapitre IV du titre X de la même loi, comprenant les articles 177 et 178, est supprimé.

Art. 34. L'article 179 de la même loi est modifié comme suit :

1° au § 5, alinéa 2, les mots « article 58 » sont remplacés par les mots « article 57 »;

2° au § 6, alinéa 1^{er}, les mots « en vertu du § 1^{er} » sont remplacés par les mots « en vertu du § 3 »

Art. 35. A l'exception du présent article, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du présent chapitre.

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*

Art. 36. A l'article 25 de la loi du 8 décembre 1992, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, un nouvel alinéa est inséré, libellé comme suit :

« L'alinéa précédent s'applique au calcul du quorum de présence et, le cas échéant, de vote visé à l'article 28, alinéa 2. Il ne fait pas obstacle à ce que la Commission se réunisse en une formation associant les membres effectifs et les membres suppléants. »

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale*

Art. 37. A l'article 4 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, remplacé par la loi du 13 avril 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 6, les mots « Dans cette hypothèse » sont remplacés par les mots « Lorsqu'il a été statué sur l'action publique »;

2° l'alinéa 10 est complété comme suit :

« Elle est notifiée aux parties et à leur avocat par pli simple. Si une partie n'a pas d'avocat, elle lui est notifiée par pli judiciaire. »

CHAPITRE VII. — *Modification du Code judiciaire*

Art. 38. L'article 747, § 2, alinéa 5, du Code judiciaire, est complété comme suit :

« Elle est notifiée aux parties et à leur avocat par pli simple. Si une partie n'a pas d'avocat, elle lui est notifiée par pli judiciaire. »

Art. 27. In artikel 144, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « hetzij omdat een eenvoudige berisping, zonder inschrijving in het in artikel 146 bedoelde register van de tuchtsancties, volstaat » worden vervangen door de woorden « hetzij omdat het opstarten van een tuchtprocedure inopportuun is »;

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« Het opgestelde rapport wordt toegevoegd aan het dossier van de gedetineerde. »

Art. 28. In artikel 145, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « artikel 110 » vervangen door de woorden « artikel 112 »

Art. 29. In artikel 152, § 2, eerste en tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « na het indienen van de klacht » vervangen door de woorden « na ontvangst van de klacht »

Art. 30. In artikel 165, § 4, van dezelfde wet worden de woorden « 162, § 4 » vervangen door de woorden « 163, § 4 »

Art. 31. In artikel 167, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « krachtens van de artikelen » vervangen door de woorden « krachtens de artikelen »

Art. 32. Artikel 169 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 30^{ter} van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 18 maart 1970 en vernummerd bij de wet van 10 juli 1996, wordt opgeheven. »

Art. 33. Hoofdstuk IV van titel X van dezelfde wet, dat de artikelen 177 en 178 omvat, wordt opgeheven.

Art. 34. In artikel 179 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 5, tweede lid, worden de woorden « artikel 58 » vervangen door de woorden « artikel 57 »;

2° in § 6, eerste lid, worden de woorden « krachtens van § 1 » vervangen door de woorden « krachtens § 3 »

Art. 35. Met uitzondering van dit artikel bepaalt de Koning voor elk artikel van dit hoofdstuk de dag waarop het in werking treedt.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens*

Art. 36. In artikel 25 van de wet van 8 december 1992 wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het vorige lid is van toepassing bij de berekening van het aanwezigheidsquorum en, desgevallend op de stemming, bedoeld in artikel 28, tweede lid. Het vormt geen beletsel dat de Commissie vergadert in een formatie die zowel de vaste leden als de plaatsvervangende leden verenigt. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering*

Art. 37. In artikel 4 van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, vervangen bij de wet van 13 april 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het zesde lid worden de woorden « In dat geval » vervangen door de woorden : « Wanneer uitspraak is gedaan over de strafvordering. »;

2° het tiende lid wordt aangevuld als volgt :

« Zij wordt ter kennis gebracht van de partijen en van hun advocaat bij gewone brief. Indien een partij geen advocaat heeft, wordt zij haar ter kennis gebracht bij gerechtsbrief. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 38. Artikel 747, § 2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, wordt aangevuld als volgt :

« Zij wordt bij gewone brief ter kennis gebracht van de partijen en van hun advocaat. Indien een partij geen advocaat heeft, wordt zij haar ter kennis gebracht bij gerechtsbrief. »

TITRE III. — Finances**CHAPITRE I^{er}. — Modification de la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt**

Art. 39. Dans l'article 4 de la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt, modifié par les lois du 4 avril 1995, 15 juillet 1998 et du 30 octobre 1998, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Roi peut réduire ce montant pour les billets de trésorerie émis par les émetteurs qui font partie du secteur « administrations publiques » au sens du Système européen de comptes nationaux et régionaux dans la Communauté (SEC 95) au profit des investisseurs qui font partie du même secteur. »

CHAPITRE II. — L'achat, la revente et l'amortissement de la dette du secteur des « administrations publiques » par l'Etat fédéral**Section 1^{re}. — La dissolution de la Caisse d'amortissement**

Art. 40. La Caisse d'amortissement, instituée par l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la dette publique, est dissoute.

Le Service public fédéral Finances, Trésorerie, assure les missions qui lui étaient confiées, dès sa dissolution.

Section 2. — L'achat, la revente et l'amortissement de la dette du secteur des « administrations publiques » par l'Etat fédéral

Art. 41. Pour l'application du présent chapitre et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° « dette publique » : la dette du secteur « administrations publiques », tel que défini par le Système européen des comptes (SEC);

2° « achat » : les achats directs ou indirects de titres de la dette publique sur un marché réglementé ou non;

3° « amortissement » : le remboursement et le retrait définitif du titre de la circulation sur les marchés de titres de l'Etat fédéral.

Art. 42. § 1^{er}. Dans un objectif de consolidation, sans préjudice des droits des tiers et sous réserve des conventions et règlements d'émission, le Service public fédéral Finances, Trésorerie, peut acheter et revendre les titres dématérialisés de la dette publique dans leur forme initiale ou après démembrement.

§ 2. Moyennant le respect des dispositions du § 1^{er}, le Service public fédéral Finances, Trésorerie, peut également acheter et revendre tous les autres titres de la dette de l'Etat fédéral.

§ 3. Les titres ainsi achetés peuvent être temporairement conservés en portefeuille.

La dette peut être amortie s'il s'agit de la dette de l'Etat fédéral.

Art. 43. § 1^{er}. Le Service public fédéral Finances, Trésorerie, peut maintenir auprès du Caissier de l'Etat les titres de la dette de l'Etat fédéral au porteur amortis, afin qu'il les affecte, si nécessaire, à la conversion d'inscriptions nominatives ou de titres dématérialisés.

§ 2. Les inscriptions nominatives ou les titres dématérialisés exclusivement inscrits en compte de la dette de l'Etat fédéral amortis, sont radiés d'office, respectivement des grands-livres de la dette de l'Etat ou du compte de la Trésorerie ouvert dans le système de compensation de titres de la Banque Nationale de Belgique, le jour du remboursement des titres aux ayants droit.

Section 3. — La Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement

Art. 44. La Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement établie par l'article 3 de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la dette publique, est dissoute.

La Cour des comptes exerce un contrôle périodique sur les opérations d'achat et de vente des titres de la dette publique.

Art. 45. Dans l'article 7 de la loi 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, modifié par les lois du 2 août 1955, du 23 décembre 1988 et du 4 avril 1995, les mots « et la surveillance de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement » sont supprimés.

TITEL III. — Financiën**HOOFDSTUK I. — Wijziging van de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen**

Art. 39. In artikel 4 van de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen, gewijzigd bij de wetten van 4 april 1995, 15 juli 1998 en 30 oktober 1998, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De Koning kan dit bedrag verminderen voor de thesauriebewijzen uitgegeven door uitgevende instellingen die behoren tot de sector « overheid » overeenkomstig het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap (ESR 95), ten voordele van investeerders die behoren tot dezelfde sector. »

HOOFDSTUK II. — Aankoop, verkoop en aflossing, door de federale Staat, van de schuld van de sector « overheid »**Afdeling 1. — De ontbinding van de Amortisatiekas**

Art. 40. De Amortisatiekas, opgericht bij artikel 1 van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld, wordt ontbonden.

De Federale Overheidsdienst Financiën, Thesaurie, verzekert, vanaf de ontbinding, de opdrachten die haar waren toevertrouwd.

Afdeling 2. — De aankoop, verkoop en aflossing, door de federale Staat, van de schuld van de sector « overheid »

Art. 41. Voor de toepassing van dit hoofdstuk en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° « overheidsschuld » : de schuld van de sector « overheid » zoals bepaald bij het Europees systeem van rekeningen (ESR);

2° « aankoop » : de directe of indirecte aankopen van effecten van de overheidsschuld, al dan niet op een gereguleerde markt;

3° « aflossing » : de terugbetaling en het definitief uit omloop nemen van het effect op de markt van de effecten van de federale Staat.

Art. 42. § 1. Met het oog op consolidatie, onverminderd de rechten van derden en onder voorbehoud van de overeenkomsten en de uitgiftevoorwaarden, mag de Federale Overheidsdienst Financiën, Thesaurie, de gedematerialiseerde effecten van de overheidsschuld in hun oorspronkelijke vorm of na splitsing aankopen en verkopen.

§ 2. Mits de bepalingen van § 1 worden nageleefd, mag de Federale Overheidsdienst Financiën, Thesaurie, eveneens alle andere effecten van de Staatsschuld aankopen en verkopen.

§ 3. De aldus aangekochte effecten mogen tijdelijk in portefeuille worden gehouden.

De schuld mag worden afgelost indien het gaat om de schuld van de federale Staat.

Art. 43. § 1. De Federale Overheidsdienst Financiën, Thesaurie, mag de afgeloste effecten aan toonder van de schuld van de Federale Staat bij de Rijkskassier aanhouden, opdat hij ze, indien nodig, bestemt voor de omzetting in inschrijvingen op naam of in gedematerialiseerde effecten.

§ 2. De inschrijvingen op naam of de gedematerialiseerde effecten die uitsluitend op rekening zijn ingeschreven van de federale Staat en die zijn afgelost, worden, op de dag van de terugbetaling van de effecten aan de rechthebbenden, ambtshalve geschrapt, respectievelijk uit de grootboeken van de Staatsschuld of van de rekening van de Thesaurie die in het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België is geopend.

Afdeling 3. — De Commissie van toezicht van de Amortisatiekas

Art. 44. De Commissie van toezicht van de Amortisatiekas, opgericht bij artikel 3 van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld, wordt ontbonden.

Het Rekenhof oefent op een regelmatige basis controle uit over de verrichtingen van aan- en verkoop van effecten van de overheidsschuld.

Art. 45. In artikel 7 van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 1955, 23 december 1988 en 4 april 1995, vervallen de woorden « en onder het toezicht van de Commissie van toezicht van de Amortisatiekas »

Art. 46. L'article 8 de la même loi, modifié par la loi du 2 août 1955, et l'article 9, alinéa 2, sont abrogés.

Section 4. — Dispositions budgétaires et comptables

Art. 47. Le coût budgétaire des opérations visées à l'article 42 est porté à charge du budget général des dépenses – section dette publique.

Les gains budgétaires découlant de ces opérations sont versés au budget des Voies et Moyens.

Les montants inscrits ou à inscrire au budget pour couvrir les opérations visées ci-dessus peuvent être utilisés antérieurement aux dates prévues dans les lois, arrêtés d'émission et conventions d'emprunts. Ces montants visent également les intérêts courus sur les capitaux achetés ou échangés lorsque ces intérêts ne sont pas capitalisés.

Il peut être fait appel à des crédits variables du fonds organique couvrant les opérations de gestion inscrit au budget général des dépenses – section dette publique.

Art. 48. Si les intérêts courus sur les capitaux achetés ou échangés sont capitalisés dans les emprunts de refinancement, ils ne font pas l'objet d'une imputation budgétaire au moment de l'opération d'achat ou d'échange. Ces dépenses d'intérêt sont portées au budget général des dépenses – section dette publique – lors du remboursement des emprunts de refinancement, à charge d'une allocation de base d'amortissement.

Art. 49. Les opérations effectuées par le Service public fédéral Finances, Trésorerie, en exécution du présent chapitre sont enregistrées sur des comptes ouverts à cette fin, à charge de régularisation ultérieure.

Pour les emprunts représentés en tout ou en partie par des titres au porteur, les opérations restent enregistrées sur les comptes d'ordre de la Trésorerie.

Section 5. — Dispositions diverses et abrogatoires

Art. 50. Dans l'article 126¹, 5°, du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par la loi du 2 janvier 1991, les mots « la Caisse d'amortissement » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Finances, Trésorerie »

Art. 51. Dans l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes, les mots « la Caisse d'amortissement » sont remplacés par les mots « le Service public fédéral Finances, Trésorerie »

Art. 52. Dans l'article 40, § 5, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, les mots « par la Caisse d'amortissement de la dette publique, » sont supprimés.

Art. 53. La loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la dette publique, modifiée par les lois du 2 janvier 1991, du 28 juillet 1992, du 4 avril 1995 et du 15 juillet 1998, est abrogée.

Section 6. — Entrée en vigueur

Art. 54. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE III. — Modification de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement

Art. 55. L'article 233 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement est complété par l'alinéa suivant :

« Les sociétés, dont l'activité habituelle consiste, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, en la gestion collective, à titre professionnel, de portefeuilles des organismes de placement collectif publics en créances visés à l'alinéa 3, tombent sous l'application de la partie III de la présente loi dès que l'un des organismes de placement collectif publics en créances qu'elles gèrent ou un de leurs compartiments, ne relèvent plus de l'application du régime prévu par l'alinéa 3. »

Art. 56. L'article 55 entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement.

Art. 46. Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1955, en artikel 9, tweede lid, worden opgeheven.

Afdeling 4. — Budgettaire en boekhoudkundige bepalingen

Art. 47. De budgettaire kost van de in artikel 42 bedoelde verrichtingen komt ten laste van de algemene uitgavenbegroting – sectie Rijksschuld.

De budgettaire baten van deze verrichtingen worden op de Rijks-middelenbegroting gestort.

De bedragen die ingeschreven zijn of in te schrijven zijn op de begroting om de bovenvermelde verrichtingen te dekken, mogen aangewend worden vóór de data vermeld in de wetten, uitgiftebesluiten en leenovereenkomsten. Deze bedragen betreffen eveneens de gelopen interesten op de aangekochte of omgeruilde hoofdsommen wanneer deze interesten niet gekapitaliseerd zijn.

Er mag beroep worden gedaan op de variabele kredieten van het organiek fonds dat de beheersverrichtingen dekt, dat ingeschreven is in de algemene uitgavenbegroting – sectie Rijksschuld.

Art. 48. Indien de gelopen interesten op de gekochte of omgeruilde hoofdsommen gekapitaliseerd zijn in de herfinancieringen, maken zij niet het voorwerp uit van een budgettaire aanrekening op het moment van de aankoop- of omruilingsverrichting. Deze interestuitgaven worden geboekt op de algemene uitgavenbegroting – afdeling Staatsschuld – ten laste van een basisallocatie ter aflossing bij de terugbetaling van de herfinancieringen.

Art. 49. De in uitvoering van dit hoofdstuk door de Federale Overheidsdienst Financiën, Thesaurie, uitgevoerde verrichtingen, worden op hiertoe geopende rekeningen geboekt, met regularisatie achteraf.

De verrichtingen voor de leningen die geheel of gedeeltelijk bestaan uit effecten aan toonder, blijven geboekt op de orderekeningen van de Thesaurie.

Afdeling 5. — Diverse bepalingen en opheffingsbepalingen

Art. 50. In artikel 126¹, 5°, van het Wetboek der met zegel gelijkgestelde taksen, gewijzigd bij de wet van 2 januari 1991, worden de woorden « de Amortisatiekas » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën, Thesaurie »

Art. 51. In artikel 2, derde lid, van de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een Rentenfonds, worden de woorden « de Amortisatiekas » vervangen door de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën, Thesaurie »

Art. 52. In artikel 40, § 5, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, vervallen de woorden « door de Amortisatiekas voor de Staatsschuld, »

Art. 53. De wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld, gewijzigd bij de wetten van 2 januari 1991, 28 juli 1992, 4 april 1995 en 15 juli 1998, wordt opgeheven.

Afdeling 6. — Inwerkingtreding

Art. 54. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. — Wijziging van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles

Art. 55. Artikel 233 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles wordt aangevuld met het volgende lid :

« De vennootschappen waarvan het gewone bedrijf, op de datum van inwerkingtreding van deze wet, bestaat in het beroepsmatige collectieve beheer van portefeuilles van de openbare instellingen voor collectieve belegging in schuldvorderingen als bedoeld in het derde lid, vallen onder de toepassing van deel III van deze wet zodra één van de openbare instellingen voor collectieve belegging in schuldvorderingen die zij beheren of een compartiment ervan, niet langer onder de toepassing valt van de in het derde lid bepaalde regeling. »

Art. 56. Artikel 55 treedt in werking op de dag van de inwerkingtreding van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles.

TITRE IV. — Intérieur**CHAPITRE I^{er}. — Modification de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police**

Art. 57. Un article 66bis, rédigé comme suit est inséré dans la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police :

« Art. 66bis. Toutes les compétences attribuées par la présente loi sont également exercées par la personne qui remplace le titulaire, en cas d'absence temporaire ou d'empêchement de celui-ci. »

Art. 58. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — Modification de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932

Art. 59. L'article 1^{er}ter, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, inséré par la loi du 19 mars 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o ces étrangers puissent faire valoir au moment de l'introduction de la demande cinq années ininterrompues de résidence principale en Belgique couvertes par un séjour légal. »

TITRE V. — Economie et Energie**CHAPITRE I^{er}. — Modification de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs**

Art. 60. Les articles 22, § 3, et 27 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, sont abrogés.

CHAPITRE II. — Modification de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales

Art. 61. A l'article 58 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, les deux premiers alinéas sont remplacés comme suit :

« Sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

1^o celui qui s'attribue publiquement et sans titre la qualification d'expert-comptable ou de conseil fiscal, ou qui contrevient aux articles 16, 17, 18 et 37;

2^o celui qui s'attribue publiquement et sans titre la qualification de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé, ou qui contrevient aux articles 46, 47 et 48;

3^o celui qui exerce l'activité professionnelle d'expert-comptable, de conseil fiscal, de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé ou porte ces titres alors qu'il fait l'objet d'une mesure de suspension exécutoire.

Le tribunal peut en outre ordonner :

1^o la fermeture définitive ou provisoire de tout ou partie des locaux utilisés par celui qui s'est rendu coupable d'une ou plusieurs infractions susvisées;

2^o la publication du jugement ou d'un résumé de celui-ci dans un ou plusieurs quotidiens ou par un quelconque autre biais, aux frais du condamné.

Les articles 12 et 13 de la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services sont d'application aux comptables agréés et aux comptables-fiscalistes agréés. »

CHAPITRE III. — Modification de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises

Art. 62. L'article 9bis de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises, inséré par la loi du 21 février 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9bis. Les réviseurs d'entreprises sont responsables, conformément au droit commun, de l'accomplissement des missions qui leur sont réservées par la loi ou en vertu de celle-ci. Sauf en cas d'infraction commise avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, cette responsabilité est plafonnée à un montant de trois millions d'euros en ce qui concerne l'accomplissement d'une de ces missions auprès d'une personne autre qu'une société cotée, porté à douze millions d'euros en ce qui concerne l'accomplissement d'une de ces missions auprès d'une

TITEL IV. — Binnenlandse Zaken**HOOFDSTUK I. — Wijziging van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten**

Art. 57. In de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, wordt een artikel 66bis ingevoegd, luidende :

« Art. 66bis. Alle bij deze wet toegewezen bevoegdheden worden eveneens uitgeoefend door de persoon die de titularis vervangt, bij diens tijdelijke afwezigheid of verhinderend. »

Art. 58. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932

Art. 59. Artikel 1ter, eerste lid, 2^o, van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, ingevoegd bij de wet van 19 maart 2004, wordt vervangen als volgt :

« 2^o die vreemdelingen op het ogenblik van de indiening van de aanvraag vijf jaar ononderbroken hoofdverblijfplaats in België gedekt door een wettelijk verblijf kunnen laten gelden. »

TITEL V. — Economie en Energie**HOOFDSTUK I. — Wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekeringen inzake motorrijtuigen**

Art. 60. De artikelen 22, § 3, en 27 van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen

Art. 61. In artikel 58 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, worden de twee eerste leden vervangen als volgt :

« Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 200 tot 2.000 euro of met één van die straffen alleen wordt gestraft :

1^o hij die zich publiekelijk en onrechtmatig de hoedanigheid toeëigent van accountant of belastingconsulent, of die de artikelen 16, 17, 18 en 37 overtreedt;

2^o hij die zich publiekelijk en onrechtmatig de hoedanigheid van erkend boekhouder of erkend boekhouder-fiscalist toeëigent of die de artikelen 46, 47 en 48 overtreedt;

3^o hij die de beroepswerkzaamheid van accountant, belastingconsulent, erkend boekhouder of erkend boekhouder-fiscalist uitoefent of deze titels voert terwijl hij het voorwerp is van een uitvoerbare schorsingsmaatregel.

De rechtbank kan bovendien bevelen :

1^o de definitieve of tijdelijke sluiting van een deel van de lokalen of van alle lokalen die worden gebruikt door degene die zich schuldig heeft gemaakt aan één of meer van de hierboven bedoelde overtredingen;

2^o de bekendmaking van het vonnis of van een samenvatting ervan in één of meer dagbladen, of op enige andere wijze; dit alles op kosten van de veroordeelde.

De artikelen 12 en 13 van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn van toepassing op de erkende boekhouders en op de erkende boekhouders-fiscalisten. »

HOOFDSTUK III. — Wijziging van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der bedrijfsrevisoren

Art. 62. Artikel 9bis van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, ingevoegd bij de wet van 21 februari 1985, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9bis. De bedrijfsrevisoren zijn aansprakelijk, overeenkomstig het gemeen recht, voor de uitoefening van de opdrachten, hen toevertrouwd door of krachtens de wet. Behoudens bij overtreding gepleegd met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, wordt deze aansprakelijkheid beperkt tot een bedrag van drie miljoen euro voor de uitoefening van een van deze opdrachten bij een andere persoon dan een genoteerde vennootschap, verhoogd tot twaalf miljoen euro voor de uitoefening van een van deze opdrachten bij een

société cotée. Le Roi peut modifier ces montants par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Il est interdit aux réviseurs d'entreprises de se soustraire à cette responsabilité, même partiellement, par un contrat particulier.

Ils sont autorisés à faire couvrir leur responsabilité civile par un contrat d'assurance approuvé par le Conseil de l'Institut.

Les dispositions prévues aux alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent également aux missions dont l'accomplissement est réservé par la loi ou en vertu de celle-ci au commissaire ou, en l'absence de commissaire, à un réviseur ou un expert-comptable, en ce compris dans les cas où ces missions sont effectuées par un expert-comptable. »

Art. 63. A l'article 27 de la même loi, modifié par la loi du 21 février 1985, les deux premiers alinéas sont remplacés comme suit :

« Sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2.000 euros ou d'une de ces sanctions :

1° celui qui s'attribue publiquement et sans titre la qualification de réviseur d'entreprises, ou qui contrevient à l'article 7;

2° celui qui exerce l'activité professionnelle de réviseur d'entreprises ou porte ce titre alors qu'il fait l'objet d'une mesure de suspension exécutoire.

Le tribunal peut en outre ordonner :

1° la fermeture définitive ou provisoire de tout ou partie des locaux utilisés par celui qui s'est rendu coupable d'une ou plusieurs infractions susvisées;

2° la publication du jugement ou d'un résumé de celui-ci dans un ou plusieurs quotidiens ou par un quelconque autre biais, aux frais du condamné.

L'article 458 du Code pénal s'applique aux réviseurs d'entreprises, aux stagiaires et aux personnes dont ils répondent. Aux exceptions à l'obligation du secret prévues à cet article s'ajoutent :

a) la communication d'attestations ou de confirmations opérée avec l'accord écrit de l'entreprise auprès de laquelle ils exercent leur fonction;

b) la communication d'attestations ou de confirmations adressée à un commissaire ou à une personne exerçant dans une entreprise de droit étranger une fonction similaire à celle de commissaire, dans le cadre du contrôle des comptes annuels ou des comptes consolidés d'une entreprise dont ils sont chargés;

c) la consultation par un réviseur d'entreprises, dans le cadre de la succession dans une mission révisoriale, tel que définie par le Roi, des documents de travail d'un réviseur d'entreprises qui exerçait la même mission révisoriale au préalable.

Lorsqu'une personne morale établit des comptes consolidés, le commissaire de la personne morale consolidante et les commissaires des personnes consolidées sont, les uns à l'égard des autres, libérés du secret professionnel. »

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité*

Art. 64. A l'article 21ter, § 1^{er}, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, inséré par la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses (II), les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « et ce dans l'année civile de la facture » à l'avant-dernière phrase, et la dernière phrase sont supprimés;

2° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Après ordre à l'administration de la Trésorerie du Service public fédéral Finances, le prélèvement est remboursé au fonds visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, au plus tard dans le mois qui suit la réception par l'administration de la Fiscalité des Entreprises et des Revenus du Service public fédéral Finances de la déclaration mensuelle de T.V.A. de l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies, dans laquelle est mentionnée la facture que l'Organisme a adressée à l'Etat belge pour le paiement de la T.V.A. dans le cadre du financement des obligations visées à l'article 21bis, § 1^{er}, 1°. »

Art. 65. Dans le cadre du financement des obligations visées à l'article 21bis, § 1^{er}, 1°, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, inséré par la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses (II), le paiement de la T.V.A. sur les factures que l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles a

genoteerde vennootschap. De Koning kan deze bedragen wijzigen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Het is de bedrijfsrevisoren verboden zich aan deze aansprakelijkheid, zelfs gedeeltelijk, door een bijzondere overeenkomst te onttrekken.

Het is hun geoorloofd hun burgerrechtelijke aansprakelijkheid te laten dekken door een door de Raad van het Instituut goedgekeurd verzekeringcontract.

De bepalingen bedoeld in het eerste en tweede lid zijn ook van toepassing op de opdrachten die door of krachtens de wet toevertrouwd worden aan de commissaris of, bij gebrek aan een commissaris, aan een bedrijfsrevisor of aan een accountant, inclusief de gevallen waarbij deze opdrachten worden uitgeoefend door een accountant. »

Art. 63. In artikel 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 februari 1985, worden de eerste twee leden vervangen als volgt :

« Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 200 tot 2.000 euro of met één van die straffen alleen wordt gestraft :

1° hij die zich publiekelijk en onrechtmatig de hoedanigheid toeëigent van bedrijfsrevisor of die artikel 7 overtreedt;

2° hij die de beroepswerkzaamheid van bedrijfsrevisor uitoefent of deze titel voert terwijl hij het voorwerp is van een uitvoerbare schorsingsmaatregel.

De rechtbank kan bovendien bevelen :

1° de definitieve of tijdelijke sluiting van een deel van de lokalen of van alle lokalen die worden gebruikt door degene die zich schuldig maakt aan één of meer van de hierboven bedoelde overtredingen;

2° de bekendmaking van het vonnis of van een samenvatting ervan in één of meer dagbladen, of op enige andere wijze, op kosten van de veroordeelde.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de bedrijfsrevisoren, de stagiaires en de personen voor wie ze instaan. Buiten de uitzonderingen op de geheimhoudingsplicht waarin dit artikel voorziet, geldt deze plicht tevens niet voor :

a) de mededeling van een attest of van een bevestiging verricht met de schriftelijke toestemming van de onderneming waarbij zij hun taak uitoefenen;

b) de mededeling van een attest of van een bevestiging gericht tot een commissaris of een persoon die in een onderneming naar buitenlands recht een gelijkaardige taak uitoefent als deze van commissaris, binnen het kader van de hun toevertrouwde controle over de jaarrekening of de geconsolideerde jaarrekening van een onderneming;

c) de raadpleging door een bedrijfsrevisor in het kader van een opvolging in een revisoriale opdracht, zoals bepaald door de Koning, van de werkdocumenten van een bedrijfsrevisor die voorafgaandelijk dezelfde revisoriale opdracht uitvoerende.

Wanneer een rechtspersoon een geconsolideerde jaarrekening opstelt, zijn de commissaris van de consoliderende rechtspersoon en de commissarissen van de geconsolideerde rechtspersonen de ene ten opzichte van de andere, bevrijd van het beroepsgeheim. »

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt*

Art. 64. In artikel 21ter, § 1, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen (II), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid vervallen in de voorlaatste zin de woorden « en dat gedurende het kalenderjaar volgens de factuur » en vervalt de laatste zin;

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« Na opdracht aan de administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën wordt de voorafname terugbetaald aan het fonds bedoeld in het eerste lid, 4°, ten laatste binnen de maand na de ontvangst door de administratie van de Ondernemings- en Inkomensfiscaliteit van de Federale Overheidsdienst Financiën van de maandelijkse BTW-aangifte van de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen waarin de factuur is vermeld die de Instelling aan de Belgische Staat gericht heeft voor de betaling van de BTW in het kader van de financiering van de verplichtingen bedoeld in artikel 21bis, § 1, 1°. »

Art. 65. In het raam van de financiering van de verplichtingen bedoeld in artikel 21bis, § 1, 1°, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen (II), gebeurt de betaling van de BTW op de facturen die de Nationale Instelling voor Radioactief

déjà transmises à l'Etat belge, pour un montant total de 19.530.000 EUR, pour les années 2003 et 2004, se fait, au plus tard le 30 juin 2006, par le mécanisme de prélèvement et de compensation de ce prélèvement visé à l'article 21ter, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée.

TITRE VI. — Affaires sociales et Santé publique

CHAPITRE I^{er}. — Soins de santé

Section 1^{re}. — Centre fédéral d'expertise des soins de santé

Art. 66. L'article 270, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 270. § 1^{er}. Le Centre d'expertise est administré par un conseil d'administration composé d'un président et de dix neuf membres dont :

- 1° deux membres nommés et révoqués par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;
- 2° deux membres nommés et révoqués par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions;
- 3° le président du Comité de direction du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;
- 4° le président du Comité de direction du Service public fédéral Sécurité sociale;
- 5° le fonctionnaire dirigeant de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;
- 6° trois membres proposés par l'Agence intermutualiste;
- 7° deux membres proposés par le Conseil des Ministres;
- 8° deux membres représentant les organisations des hôpitaux;
- 9° deux membres proposés par les organisations professionnelles représentatives des médecins;
- 10° deux membres proposés par les partenaires sociaux sur proposition du comité de gestion de la Sécurité sociale;
- 11° un membre de la Chambre des représentants désigné par elle.

Il est possible d'inviter des experts au conseil d'administration.

Les membres visés aux 1°, 2° et 7° sont nommés pour la durée de la législature prolongée de six mois.

Le président et les membres visés aux 6°, 7°, 8°, 9° et 10°, sont, sur présentation des Ministres, nommés et révoqués par le Roi. Le président et les membres visés aux 6°, 8°, 9° et 10°, sont nommés pour une période renouvelable de six ans.

Sous les mêmes conditions, les Ministres nomment également des suppléants pour les membres visés sous 1° et 2°, et le Roi pour les membres visés sous 6°, 7°, 8°, 9° et 10°.

Le président n'appartient ni à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ni au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, ni au Service public fédéral Sécurité sociale. Le président est assisté par trois vice-présidents, respectivement le fonctionnaire dirigeant de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, le président du Comité de direction du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et le président du Comité de direction du Service public fédéral Sécurité sociale.

Les membres visés aux 1°, 2°, 3°, 4° et 5° ont tous voix délibérative. Les membres visés aux 6°, 7°, 8° et 9°, ont voix délibérative uniquement pour la fixation et l'adaptation du programme annuel, y compris les modalités de la sous-traitance éventuelle, la fixation du budget requis et l'approbation de la validation finale, le contrôle de la qualité des rapports ainsi que le contrôle de la qualité des études réalisées par des tiers à la demande du Centre d'expertise.

Les représentants des partenaires sociaux et le représentant de la Chambre des représentants siègent avec voix consultative.

Le président a voix délibérative. En cas de partage des voix, sa voix est prédominante. »

Section 2. — Modification de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

Art. 67. A l'article 19 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les alinéas 2 à 8, insérés par la loi du 27 avril 2005, sont abrogés.

Afval en Verrijkte Splijtstoffen reeds aan de Belgische Staat heeft overgemaakt, voor een totaal bedrag van 19.530.000 EUR, voor de jaren 2003 en 2004, uiterlijk op 30 juni 2006 via het mechanisme van voorafname en compensatie van deze voorafname bedoeld in artikel 21ter, § 1, tweede lid, van voormelde wet.

TITEL VI. — sociale Zaken en Volksgezondheid

HOOFDSTUK I. — Gezondheidszorg

Afdeling 1. — Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg

Art. 66. Artikel 270, § 1, van de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 270. § 1. Het Kenniscentrum wordt bestuurd door een raad van bestuur die bestaat uit een voorzitter en negentien leden waarvan :

- 1° twee leden benoemd en ontslagen door de Minister bevoegd voor de Volksgezondheid;
- 2° twee leden benoemd en ontslagen door de Minister bevoegd voor sociale Zaken;
- 3° de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;
- 4° de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst sociale Zekerheid;
- 5° de leidend ambtenaar van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- 6° drie leden voorgedragen door het Intermutualistisch Agentschap;
- 7° twee leden voorgedragen door de Ministerraad;
- 8° twee leden die de ziekenhuisorganisaties vertegenwoordigen;
- 9° twee leden voorgedragen door de representatieve beroepsorganisaties van geneesheren;
- 10° twee leden voorgedragen door de sociale partners op voorstel van het beheercomité van de sociale Zekerheid;
- 11° één lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, door haar aangeduid.

Het is mogelijk om experts uit te nodigen in de raad van bestuur.

De leden bedoeld in 1°, 2° en 7° worden voor de periode van de zittingsduur verlengd met zes maanden benoemd.

Op voordracht van de Ministers worden de voorzitter en de leden bedoeld in 6°, 7°, 8°, 9° en 10°, door de Koning benoemd en ontslagen. De voorzitter en de leden bedoeld in 6°, 8°, 9° en 10°, worden voor een hernieuwbare periode van zes jaar benoemd.

Onder dezelfde voorwaarden benoemen de Ministers eveneens plaatsvervangers voor de leden bedoeld in 1° en 2°, en benoemt de Koning plaatsvervangers voor de leden bedoeld in 6°, 7°, 8°, 9° en 10°.

De voorzitter behoort noch tot het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, noch tot de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en noch tot de Federale Overheidsdienst sociale Zekerheid. De voorzitter wordt bijgestaan door drie ondervoorzitters, respectievelijk de leidend ambtenaar van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, en de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst sociale Zekerheid.

De leden bedoeld in 1°, 2°, 3°, 4° en 5° zijn allen stemgerechtigd. De leden bedoeld in 6°, 7°, 8° en 9° zijn enkel stemgerechtigd voor de vaststelling en aanpassingen van het jaarprogramma, inclusief de modaliteiten van eventuele uitbesteding, de vaststelling van het benodigde budget en voor de goedkeuring van de finale validatie en de kwaliteitscontrole van de rapporten en de kwaliteitscontrole van de studies uitgevoerde door derden in opdracht van het Kenniscentrum.

De vertegenwoordigers van de sociale partners en de vertegenwoordiger van de Kamer van volksvertegenwoordigers zetelen met raadgevende stem.

De voorzitter is een stemgerechtigd persoon. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend. »

Afdeling 2. — Wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

Art. 67. In artikel 19 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, worden het tweede tot het achtste lid, ingevoegd bij de wet van 27 april 2005, opgeheven.

Art. 68. Dans l'article 28 de la même loi, modifié par les lois des 24 décembre 1999, 12 août 2000, 10 août 2001 et 22 août 2002, il est inséré un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Il est institué, auprès du Conseil technique médical, un Comité pour l'examen permanent de la nomenclature des prestations de santé, chargé de formuler des avis concernant :

1° la simplification de la nomenclature des prestations de santé par adaptation ou regroupement de ces dernières, notamment dans le cadre de syndromes bien définis et de programmes de soins;

2° la révision du rapport entre la valeur relative des prestations, compte tenu de leur coût, des évidences scientifiques disponibles et d'autres facteurs déterminant la valeur objective;

3° l'instauration de nouvelles règles relatives aux conditions de facturation des prestations de santé en vue d'arriver à une affectation plus efficace des moyens;

4° l'introduction de nouvelles prestations sur la base d'une évaluation approfondie de la technologie concernée et de ses répercussions sur l'assurance soins de santé.

Les avis du Comité se limitent aux prestations pouvant être uniquement dispensées par des médecins.

Le Comité est composé :

1° d'un président élu parmi les membres visés au 5°;

2° de trois membres, médecins, présentés par les organisations professionnelles représentatives du corps médical;

3° de trois membres, médecins, présentés par les organismes assureurs;

4° de trois membres, médecins, désignés parmi les candidats présentés par les facultés de médecine des universités belges;

5° de trois membres, médecins, dont l'un au moins possède une expertise spéciale en économie de la santé, désignés par le Ministre en raison de leurs connaissances particulières;

6° de deux membres, médecins, désignés respectivement par le fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé et par le fonctionnaire dirigeant du Service de contrôle médical.

Les membres désignent les personnes qui peuvent les remplacer dans l'exercice de leur mandat, compte tenu de la matière examinée.

Les membres visés à l'alinéa 3, 6°, ont voix consultative.

Le comité peut se faire assister par d'autres experts.

Le comité émet, sur demande du Conseil technique médical ou du Ministre, un avis portant sur les points 1° à 4° de l'alinéa 1^{er}. »

CHAPITRE II. — Animaux, Végétaux et Alimentation

Section 1^{re}. — Modification de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales

Art. 69. Dans l'article 3bis de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales, inséré par la loi du 28 mars 2003 et modifié par la loi du 22 décembre 2003, les mots « l'exercice de toute activité au sein de la chaîne alimentaire » sont remplacés par les mots « l'exercice de toute activité qui relève de la compétence de contrôle de l'Agence »

Art. 70. L'article 4, § 3, du même arrêté, inséré par la loi du 28 mars 2003, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut également, après avis du Comité scientifique de l'Agence, imposer une obligation de notification aux personnes précitées dans les cas qu'il détermine. »

Art. 71. L'article 7, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, modifié par la loi du 9 juillet 2004, est remplacé par les alinéas suivants :

« Le montant de l'amende administrative ne peut être inférieur, pour les contraventions, à la moitié du minimum ni excéder le maximum de l'amende fixée pour l'infraction.

Le montant de l'amende administrative ne peut être inférieur, pour les délits, à 25 euros ni supérieur à 5.000 euros.

Art. 68. In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1999, 12 augustus 2000, 10 augustus 2001 en 22 augustus 2002, wordt een § 5 toegevoegd, luidende :

« § 5. Bij de Technisch Geneeskundige Raad wordt een Comité voor de permanente doorlichting van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen ingesteld, dat belast is met het formuleren van adviezen inzake :

1° de vereenvoudiging van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen door het aanpassen of het hergroeperen van verstrekkingen, onder meer in het kader van welomschreven ziektebeelden en van zorgprogramma's;

2° de herziening van de verhouding van de betrekkelijke waarde van de verstrekkingen, rekening houdende met de kostprijs ervan, met de voorhanden zijnde wetenschappelijke evidentie en andere factoren welke de objectieve waarde bepalen;

3° het invoeren van nieuwe regels inzake de voorwaarden van aanrekening van geneeskundige verstrekkingen met het oog op een meer doelmatige aanwending van de middelen;

4° het invoeren van nieuwe verstrekkingen op basis van een grondige evaluatie van de betrokken technologie en de weerslag ervan op de verzekering voor geneeskundige verzorging.

De adviezen van het Comité beperken zich tot de verstrekkingen die alleen door geneesheren mogen worden verricht.

Het Comité is samengesteld uit :

1° een voorzitter gekozen uit de leden vermeld in 5°;

2° drie leden, artsen, voorgedragen door de representatieve beroepsorganisaties van artsen;

3° drie leden, artsen, voorgedragen door de verzekeringsinstellingen;

4° drie leden, artsen, aangewezen uit de kandidaten voorgedragen uit de faculteiten geneeskunde van de Belgische universiteiten;

5° drie leden, artsen, waaronder minstens één met een bijzondere expertise inzake gezondheidseconomie, aangewezen omwille van hun bijzondere deskundigheid door de Minister;

6° twee leden, artsen, respectievelijk aangewezen door de leidende ambtenaar van de dienst Geneeskundige Verzorging en de leidende ambtenaar van de dienst Geneeskundige Controle.

De leden wijzen de personen aan die hen bij de uitoefening van hun mandaat kunnen vervangen, rekening houdend met de aard van de behandelde materie.

De leden bedoeld in het derde lid, 6°, hebben een raadgevende stem.

Het Comité kan zich laten bijstaan door andere deskundigen.

Het Comité verleent advies op vraag van de Technisch Geneeskundige Raad of van de Minister over de punten 1° tot 4° van het eerste lid. »

HOOFDSTUK II. — Dier, Plant, Voeding

Afdeling 1. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die verricht worden door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen

Art. 69. In artikel 3bis van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, worden de woorden « de uitoefening van elke activiteit in het kader van de voedselketen » vervangen door de woorden « de uitoefening van elke activiteit die vallen onder de controlebevoegdheid van het Agentschap »

Art. 70. Artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning kan tevens, na advies van het Wetenschappelijk Comité van het Agentschap, aan de voornoemde personen een meldingsplicht opleggen in de gevallen die Hij bepaalt. »

Art. 71. Artikel 7, § 2, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 9 juli 2004, wordt vervangen als volgt :

« Voor de overtredingen mag het bedrag van de administratieve boete niet lager zijn dan de helft van het minimum noch hoger dan het maximum van de voor de overtreding vastgestelde geldboete.

Voor de wanbedrijven mag het bedrag van de administratieve boete niet lager zijn dan 25 euro, noch hoger dan 5000 euro.

En cas de concours d'infractions, les montants des amendes peuvent être additionnés sans que le montant total ne puisse dépasser le double du maximum de l'amende la plus élevée. Cette disposition n'est pas applicable aux infractions délictuelles. »

Section 2. — Modification de la loi du 21 juin 1983 relative aux aliments médicamenteux pour animaux

Art. 72. L'article 5, alinéas 2 et 3, de la loi du 21 juin 1983 relative aux aliments médicamenteux pour animaux, est remplacé par les alinéas suivants :

« Nul ne peut produire ou commercialiser des aliments médicamenteux pour animaux sans agrément préalable de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Le Roi fixe les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de ces autorisations et agréments. »

Section 3. — Modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires

Art. 73. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la sous-rubrique 31-2 Fonds pour les matières premières et les produits, modifiée en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2004, sous la mention « Nature des recettes affectées » le texte est remplacé par ce qui suit :

« Les cotisations et les rétributions dans le cadre de l'article 57 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, de l'article 82 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, de l'article 20bis de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, de l'article 10 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, pour autant qu'elles ne soient pas relatives aux compétences de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, et de la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que de l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979 :

— les amendes administratives pour autant qu'elles ne soient pas relatives aux compétences de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;

— les recettes des laboratoires nationaux chargés de l'analyse des matières premières, à l'exception des recettes des laboratoires de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;

— les frais visés aux articles 15, § 2, 5°, 18 et 19bis de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé;

— les contributions de l'Union européenne dans le cadre des missions effectuées, à l'exception de celles relatives aux compétences de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;

— les frais de dossier et les droits visés à l'article 4 de la loi du 14 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen;

— les contributions pour le traitement des dossiers de notification, d'enregistrement et d'autorisation pour des denrées alimentaires et des autres produits visés dans l'article 10 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits;

— les contributions pour la livraison des certificats et pour l'exécution des contrôles pour des autres produits visés dans l'article 11 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits;

— les redevances, imposée par le Roi, à payer pour l'obtention de certificats et de permis, par les personnes physiques ou morales qui produisent, commercialisent, transportent, importent et exportent des animaux, plantes et produits CITES;

— le revenu de la vente des animaux, plantes et produits confisqués. »;

2° dans la sous-rubrique 31-2 Fonds pour les matières premières et les produits, modifiée en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2004, sous la mention « Nature des dépenses autorisées », le texte est remplacé par ce qui suit :

Bij samenloop van verschillende inbreuken, kunnen de bedragen van de geldboetes worden samengevoegd, zonder dat het totale bedrag hoger mag zijn dan het dubbele van het maximum voor de hoogste boete. Deze bepaling is niet van toepassing op wanbedrijven. »

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 21 juni 1983 betreffende gemedicineerde diervoeders

Art. 72. Artikel 5, tweede en derde lid, van de wet van 21 juni 1983 betreffende gemedicineerde diervoeders, wordt vervangen als volgt :

« Niemand mag gemedicineerde diervoeders voortbrengen of verhandelen zonder voorafgaande erkenning van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen.

De Koning bepaalt de voorwaarden inzake toekenning, schorsing en intrekking van die vergunningen en erkenningen. »

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen

Art. 73. In de tabel die bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen is gevoegd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in subrubriek 31-2 Fonds voor de grondstoffen en de producten, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt de tekst onder de vermelding « Aard van de toegewezen ontvangsten » als volgt vervangen :

« De bijdragen en retributies in het kader van artikel 57 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, van artikel 82 van de wet van 24 december 1976 betreffende budgettaire voorstellen 1976-1977, van artikel 20bis van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, van artikel 10 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, voor zover zij geen betrekking hebben op de bevoegdheden van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, en van de wet van 28 juli 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dieren- en plantensoorten (CITES), en van de Bijlagen, opgemaakt te Washington op 3 maart 1973, alsmede van de Wijziging van de Overeenkomst, aangenomen te Bonn op 22 juni 1979 :

— de administratieve geldboetes voor zover zij geen betrekking hebben op de bevoegdheden van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;

— de ontvangsten van de rijkslaboratoria die belast zijn met de ontleding van de grondstoffen, met uitzondering van de ontvangsten van de laboratoria van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;

— de kosten bedoeld in de artikelen 15, § 2, 5°, 18 en 19bis van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid;

— de bijdragen van de Europese Unie in de uitgaven voor de verrichte opdrachten, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de bevoegdheden van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;

— de dossierkosten en de rechten bedoeld in artikel 4 van de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk;

— de vergoedingen voor de behandeling van de notificatie-, registratie- en vergunningsdossiers voor voedingsmiddelen en andere producten zoals bedoeld in artikel 10 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten;

— de vergoedingen voor het afleveren van certificaten en het uitvoeren van controles voor andere producten bedoeld in artikel 11 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten;

— de retributies, opgelegd door de Koning, te betalen bij de aanvraag van certificaten en vergunningen, door natuurlijke of rechtspersonen die CITES dieren-, planten en - producten voortbrengen, verhandelen, vervoeren, invoeren en uitvoeren;

— de opbrengsten van de verkoop van verbeurd verklaarde dieren, planten en producten. »;

2° in subrubriek 31-2 Fonds voor de grondstoffen en de producten, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt de tekst onder de vermelding « Aard van de gemachtigde uitgaven » als volgt vervangen :

« Le financement des frais de personnel, d'administration et de fonctionnement, les frais de la sensibilisation, les frais d'études et de recherche scientifique, les investissements et le contrôle de tous les frais de quelque nature que ce soit résultant de l'application et du contrôle des dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, de la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que de l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979, de la loi du 21 juin 1983 relative aux aliments médicamenteux pour animaux, de la loi du 14 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen et de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, des arrêtés pris en exécution de celle-ci, des règlements énumérés en annexe et des autres actes internationaux relatifs aux normes de produits. »

Section 4. — Modification de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux

Art. 74. L'article 17 de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, est complété comme suit :

« Il détermine le tarif des redevances pour l'identification et l'enregistrement des animaux, qui sont à la charge du propriétaire ou le responsable de l'animal. »

Section 5. — Modification de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes

Art. 75. L'article 23bis, § 1^{er}, 1°, de la loi du 5 septembre 1952, inséré par la loi du 25 juillet 1960 et remplacé par la loi du 27 mai 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° tous les jours entre 20 heures et 5 heures; »

TITRE VII. — Intégration sociale

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies*

Art. 76. A l'article 4 de la loi du 4 septembre 2002 visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, le mot « bénéficiaires » est à chaque fois remplacé par le mot « titulaires »;

2° il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le C.P.A.S. qui est catalogué dans une classe inférieure que celle de l'année précédente sur la base du calcul visé au § 2, garde néanmoins pendant un an, le nombre d'équivalents de cette année précédente. »

Art. 77. Dans l'article 7, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2004, les mots « article 4 » sont remplacés par les mots « article 6 »

CHAPITRE II. — Récupération de l'aide sociale auprès des débiteurs d'aliments

Art. 78. L'article 98, §3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, inséré par la loi du 9 juillet 2004, est complété par l'alinéa suivant :

« S'il est fait application de l'alinéa 1^{er}, le centre public d'action sociale peut néanmoins recouvrer exceptionnellement l'aide sociale auprès des débiteurs d'aliments lorsque le patrimoine du bénéficiaire de cette aide a été diminué volontairement de façon notable au cours des cinq dernières années précédant le début de l'aide sociale. »

Art. 79. A l'article 100bis, § 1^{er}, de la même loi, le littéra c) est remplacé par la disposition suivante :

« c) la poursuite du remboursement auprès du bénéficiaire, de ceux qui doivent des aliments ou des débiteurs conformément à l'article 98, §§ 2 et 4, et à l'article 99, § 1^{er}. »

« Financiering van personeels-, administratie- en werkingskosten, kosten voor sensibilisering, kosten voor studies en wetenschappelijk onderzoek, investeringen en toezicht en alle kosten van om het even welke aard voortvloeiend uit de toepassing en de controle van de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, van de wet van 28 juli 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantensoorten, en van de Bijlagen, opgemaakt te Washington op 3 maart 1973, alsmede van de Wijziging van de Overeenkomst, aangenomen te Bonn op 22 juni 1979, van de wet van 21 juni 1983 betreffende gemedicineerde diervoeders, van de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van een Europees milieukeurmerk en van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, van de besluiten genomen ter uitvoering ervan, van de verordeningen opgesomd in bijlage ervan en van de andere internationale akten inzake productnormen. »

Afdeling 4. — Wijziging van de Dierengezondheidswet van 24 maart 1987

Art. 74. Artikel 17 van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987 wordt aangevuld als volgt :

« Hij bepaalt het tarief van de retributies voor de identificatie en registratie van de dieren, die ten laste komen van de eigenaar of verantwoordelijke van het dier. »

Afdeling 5. — Wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel

Art. 75. Artikel 23bis, § 1, 1°, van de wet van 5 september 1952, ingevoegd bij de wet van 25 juli 1960 en vervangen bij de wet van 27 mei 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° alle dagen tussen 20 uur en 5 uur; »

TITEL VII. — Maatschappelijke Integratie

HOOFDSTUK I. — Wijziging van de wet van 4 september 2002 houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering

Art. 76. In artikel 4 van de wet van 4 september 2002 houdende toewijzing van een opdracht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn inzake de begeleiding en de financiële maatschappelijke steunverlening aan de meest hulpbehoevenden inzake energielevering, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het woord « rechthebbenden » telkens vervangen door het woord « gerechtigden »;

2° er wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. Het O.C.M.W. dat op basis van de berekening als bedoeld in § 2 in een lagere klasse gerangschikt wordt dan het voorgaande jaar, behoudt niettemin gedurende een jaar het aantal equivalenten van dit voorgaande jaar. »

Art. 77. In artikel 7, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden « artikel 4 » vervangen door de woorden « artikel 6 »

HOOFDSTUK II. — Terugvordering van de maatschappelijke hulp bij de onderhoudsplichtigen

Art. 78. Artikel 98, § 3, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingevoegd bij de wet van 9 juli 2004, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Ingeval van toepassing van het eerste lid, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uitzonderlijk toch de maatschappelijke dienstverlening op de onderhoudsplichtigen verhalen, wanneer het patrimonium van de persoon die deze hulp geniet opzettelijk in aanzienlijke mate is verminderd tijdens de vijf laatste jaren vóór de aanvang van de maatschappelijke hulp. »

Art. 79. In artikel 100bis, § 1, van dezelfde wet wordt littera c) vervangen door de volgende bepaling :

« c) het verhaal op de begunstigde, de onderhoudsplichtigen of op zijn debiteurs zoals bepaald in artikel 98, §§ 2 en 4, en artikel 99, § 1. »

TITRE VIII. — Garantie de revenus aux personnes âgées

Art. 80. Dans l'article 2, 4°, de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, les mots « article 4 » sont remplacés par les mots « article 3 »

Art. 81. L'article 80 produit ses effets le 1^{er} juin 2001.

TITRE IX. — Mobilité**CHAPITRE Ier. — Montants minimum pour la couverture de la responsabilité civile**

Art. 82. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par :

— « candidat » : toute entreprise ferroviaire titulaire d'une licence ou tout regroupement international d'entreprises ferroviaires titulaires d'une licence demandant à bénéficier de capacités de l'infrastructure;

— « infrastructure ferroviaire » : l'ensemble des éléments visés à l'annexe 1^{re}, partie A, du Règlement (CEE) n° 2598/70 de la Commission du 18 décembre 1970, relatif à la fixation du contenu des différentes positions des schémas de comptabilisation de l'annexe 1^{re} du Règlement (CEE) n° 1108/70 du Conseil du 4 juillet 1970, à l'exception du dernier tiret qui, aux fins du présent arrêté, se lit comme suit : « bâtiments affectés au service des infrastructures »

§ 2. Pour pouvoir circuler sur l'infrastructure ferroviaire, les candidats disposent d'une couverture en responsabilité civile suffisante en cas d'accident ou prennent des dispositions équivalentes.

§ 3. Les montants minimaux pour la couverture de la responsabilité civile sont fixés par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 4. Le présent article ne s'applique pas pour la circulation sur les lignes désaffectées, non démantelées, mais utilisées à des fins touristiques.

CHAPITRE II. — Modification de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire

Art. 83. L'article 82 de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, abrogé par l'arrêté royal du 11 juin 2004, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 82. Les membres de l'organe de contrôle sont soumis au secret professionnel à l'égard des faits, actes et renseignements dont ils prendront connaissance en raison de leurs fonctions, hormis les exceptions prévues par la loi.

Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal. »

Art. 84. L'article 83 du même arrêté royal, abrogé par l'arrêté royal du 11 juin 2004, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 83. En cas de litige dans la répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire, sans préjudice des voies de recours existantes, des dispositions de l'article 78 de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité et à l'exception des litiges relatifs aux droits civils au sens de l'article 144 de la Constitution, l'organe de contrôle, à la requête soit du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, soit d'un candidat, tranche les litiges dans les dix jours ouvrables.

Les modalités de ce règlement des litiges sont fixées par le Roi. »

CHAPITRE III. — Jonction Nord-Midi

Art. 85. Le Ministre de la Mobilité est autorisé à accorder des indemnités ou des secours dans les conditions qu'il déterminera, aux anciens agents pensionnés ou non par suite d'accident en service ou d'accident du travail ou pour raisons de santé, visés par la décision du Ministre des Communications du 17 décembre 1959, à l'effet de ne pas les traiter moins favorablement que les ouvriers se trouvant dans des conditions semblables, et ce nonobstant les dispositions de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles.

TITEL VIII. — Inkomensgarantie voor ouderen

Art. 80. In artikel 2, 4°, van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, worden de woorden « artikel 4 » vervangen door de woorden « artikel 3 »

Art. 81. Artikel 80 heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2001.

TITEL IX. — Mobiliteit**HOOFDSTUK I. — Minimumbedragen voor de dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid**

Art. 82. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

— « kandidaat » : elke spoorwegonderneming die houder is van een vergunning of elk internationaal samenwerkingsverband van spoorwegondernemingen die houder zijn van een vergunning en die het gebruik van spoorweginfrastructuurcapaciteiten aanvragen;

— « spoorweginfrastructuur » : alle elementen welke bedoeld zijn in bijlage I, deel A, van Verordening (EEG) nr. 2598/70 van de Commissie van 18 december 1970 betreffende de vaststelling van de inhoud van de verschillende posten van de boekhoudkundige schema's, bedoeld in bijlage I van Verordening (EEG) nr. 1108/70 van de Raad van 4 juli 1970, met uitzondering van het laatste streepje dat in de zin van dit besluit als volgt luidt « dienstgebouwen voor de infrastructuur »

§ 2. Om op de spoorweginfrastructuur te mogen rijden beschikken de kandidaten over een voldoende dekking van hun burgerlijke aansprakelijkheid bij ongeval of treffen gelijkwaardige schikkingen.

§ 3. De minimumbedragen voor de dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid worden door de Koning bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing voor verkeer op buiten dienst gestelde maar niet ontmantelde lijnen die echter voor toeristische doeleinden worden gebruikt.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur

Art. 83. Artikel 82 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden van het gebruik van de spoorweginfrastructuur, opgeheven bij het koninklijk besluit van 11 juni 2004, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 82. — De leden van het toezichthoudend orgaan zijn onderworpen aan professionele geheimhouding ten overstaan van feiten, daden en inlichtingen waarvan ze kennis krijgen bij het uitoefenen van hun functies, niettegenstaande de door de wet voorziene uitzonderingen.

Elke inbreuk op dit artikel wordt gestraft bij de straffen voorzien in artikel 458 van het Strafwetboek. »

Art. 84. Artikel 83 van hetzelfde koninklijk besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 11 juni 2004, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 83. Bij een geschil over de toewijzing van de spoorweginfrastructuurcapaciteit neemt, onverminderd de bestaande rechtsmiddelen en de bepalingen van artikel 78 van voornoemd koninklijk besluit van 12 maart 2003 en met uitzondering van de geschillen betreffende de burgerlijke rechten in de zin van artikel 144 van de Grondwet, het toezichthoudende orgaan, op verzoek van ofwel de beheerder van de spoorweginfrastructuur ofwel van een kandidaat, een beslissing over de geschillen binnen tien werkdagen.

De modaliteiten van deze geschillenregeling worden door de Koning vastgesteld. »

HOOFDSTUK III. — Noord-Zuid verbinding

Art. 85. De Minister van Mobiliteit wordt ertoe gemachtigd vergoedingen of hulp gelden te verlenen onder voorwaarden die hij zal vaststellen, aan gewezen personeelsleden al of niet gepensionneerd ten gevolge van een dienst- of arbeidsongeval of om gezondheidsredenen, zoals bedoeld in de beslissing van de Minister van Verkeerswezen van 17 december 1959, om deze niet minder gunstig te behandelen dan de werklieden die zich in gelijkaardige omstandigheden bevinden, en zulks niettegenstaande de bepalingen van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke pensioenen.

TITRE X. — Entreprises publiques

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services*

Art. 86. Les dispositions du présent chapitre assurent partiellement la transposition de la Directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et de la Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, conformément respectivement aux articles 71,1, alinéa 3, et 80, 1^{er}, alinéa 2, de ces directives.

Art. 87. L'article 24, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, est remplacé par la disposition suivante :

« Au sens de la présente loi, on entend par concession de travaux publics le contrat présentant les mêmes caractéristiques qu'un marché public de travaux, à l'exception du fait que la contrepartie des travaux consiste soit uniquement dans le droit d'exploiter l'ouvrage, soit dans ce droit assorti d'un prix. »

Art. 88. L'article 27 de la même loi, est complété par un tiret, rédigé comme suit :

« — concessions de travaux publics : contrat présentant les mêmes caractéristiques qu'un marché de travaux à l'exception du fait que la contrepartie des travaux consiste soit uniquement dans le droit d'exploiter l'ouvrage soit dans ce droit assorti d'un prix. »

Art. 89. Un article 37bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 37bis. Le présent titre n'est pas applicable aux concessions de travaux publics qui sont octroyées par des pouvoirs adjudicateurs exerçant une ou plusieurs activités visées au présent titre lorsque ces concessions sont octroyées pour l'exercice de ces activités. »

CHAPITRE II. — Dispositions diverses

Art. 90. L'article 41 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. L'administrateur général de la Documentation Patrimoniale, ou son délégué, a qualité pour conférer l'authenticité à tous les actes passés au nom ou en faveur des entreprises publiques autonomes. »

Art. 91. A l'article 3, § 4, alinéa 3, de l'arrêté royal du 14 juin 2004 portant réforme des structures de gestion de l'infrastructure ferroviaire, confirmé par la loi-programme du 27 décembre 2004, les mots « à l'exception des biens appartenant au domaine public ferroviaire, » sont insérés entre les mots « des biens visés au § 1^{er}, 2^o, » et les mots « est transcrite en entier »

Art. 92. L'article 10 de la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer, remplacé par la loi du 3 mai 1999 et modifié par les lois-programme des 2 août 2002 et 9 juillet 2004, est remplacé comme suit :

« Art. 10. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des agents de service de police, les membres du personnel statutaires de la S.N.C.B.-Holding, en ce compris ceux qui sont mis à disposition d'Infrabel et de la S.N.C.B. – à l'exclusion de ceux qui font partie du service interne de gardiennage – et les fonctionnaires de l'administration compétente pour le transport ferroviaire, désignés par le Roi et assermentés à cette fin, sont chargés de veiller au respect de la présente loi, de la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et règlements de polices sur les chemins de fer et de leurs arrêtés d'exécution.

Ils constatent les infractions aux dispositions des lois précitées et de leurs arrêtés d'exécution par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Les membres de personnel statutaires assermentés – nonobstant la société du Groupe S.N.C.B. à laquelle ils appartiennent – seront subordonnés aux membres de personnel statutaires de la S.N.C.B. Holding nommés par le Roi parmi ceux qui font partie du service qui est compétent pour la sécurité et la surveillance des chemins de fer.

§ 3. Ils transmettent leurs procès-verbaux au procureur du Roi compétent de l'arrondissement du domicile principal du contrevenant.

TITEL X. — Overheidsbedrijven

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten*

Art. 86. De bepalingen van dit hoofdstuk verzekeren gedeeltelijk de omzetting van de Richtlijn 2004/17/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 31 maart 2004 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water-energievoorziening, vervoer en postdiensten en de Richtlijn 2004/18/EG van het Europees Parlement en de Raad houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, overeenkomstig respectievelijk de artikelen 71,1, derde lid, en 80, 1, tweede lid, van deze richtlijnen.

Art. 87. Artikel 24, tweede lid, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, wordt vervangen door volgende bepaling :

« In de zin van deze wet verstaat men onder concessie voor openbare werken : overeenkomst met dezelfde kenmerken als een opdracht voor werken, met uitzondering van het feit dat de tegenprestatie voor de uit te voeren werken bestaat hetzij in uitsluitend het recht het werk te exploiteren, hetzij in dit recht, gepaard gaande met een prijs. »

Art. 88. Artikel 27 van dezelfde wet wordt aangevuld met een bijkomend streepje, luidende :

« — concessieovereenkomst voor openbare werken : overeenkomst met dezelfde kenmerken als een opdracht voor werken, met uitzondering van het feit dat de tegenprestatie voor de uit te voeren werken bestaat hetzij in uitsluitend het recht het werk te exploiteren, hetzij in dit recht, gepaard gaande met een prijs. »

Art. 89. In dezelfde wet wordt een artikel 37bis ingevoegd, luidende :

« Art. 37bis. Deze titel is niet van toepassing op concessies voor openbare werken die worden toegekend door aanbestedende overheden die één of meerdere activiteiten bedoeld in deze titel uitoefenen wanneer deze concessies worden toegekend voor de uitoefening van deze activiteiten. »

HOOFDSTUK II. — Diverse bepalingen

Art. 90. Artikel 41 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wordt aangevuld met een § 6, luidende :

« § 6. De administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie, of zijn afgevaardigde, kan authenticiteit verlenen aan alle akten verleden in naam of ten gunste van de autonome overheidsbedrijven. »

Art. 91. In artikel 3, § 4, derde lid, van het koninklijk besluit van 14 juni 2004 tot hervorming van de beheersstructuren van de spoorweginfrastructuur, bekrachtigd bij de programmwet van 27 december 2004, worden de woorden « met uitzondering van de goederen behorend tot het openbaar spoorwegdomein, » ingevoegd tussen de woorden « de goederen bedoeld in § 1, 2^o, » en de woorden « wordt in zijn geheel overgeschreven »

Art. 92. Artikel 10 van de wet van 25 juli 1891 houdende herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen, vervangen door de wet van 3 mei 1999 en gewijzigd door de programmwetten van 2 augustus 2002 en 9 juli 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de personeelsleden van de politiediensten, zien de door de Koning aangewezen en te dien einde beëdigde statutaire personeelsleden van N.M.B.S. Holding met inbegrip van die personeelsleden welke ze ter beschikking van Infrabel en van de N.M.B.S. stelt – maar met uitzondering van diegenen die deel uitmaken van de interne bewakingsdienst – en de ambtenaren van het Bestuur dat bevoegd is voor het spoorwegvervoer, toe op de naleving van deze wet, van de wet van 12 april 1835 rakende de tolrechten en de reglementen van politie nopens de ijzeren weg en van hun uitvoeringsbesluiten.

Zij stellen de misdrijven omschreven in de voornoemde wetten en uitvoeringsbesluiten vast bij processen-verbaal die gelden tot het bewijs van het tegendeel.

§ 2. De beëdigde statutaire personeelsleden – tot welke vennootschap van de N.M.B.S. Groep ze ook behoren – vallen onder het gezag van de door de Koning benoemde statutaire personeelsleden van de N.M.B.S. Holding, aangewezen onder de personeelsleden die deel uitmaken van de dienst die instaat voor de veiligheid en de bewaking van de spoorwegen.

§ 3. Zij zenden hun processen-verbaal toe aan de bevoegde procureur des Konings van het arrondissement waar de overtreders zijn hoofdverblijfplaats heeft.

§ 4. Ils informent immédiatement les services de police compétents de toute autre infraction dont ils apprennent l'existence dans l'exercice de leurs fonctions.

§ 5. Ils prêtent serment devant le tribunal de première instance de l'arrondissement de leur siège de travail :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et de remplir fidèlement les fonctions qui me seront confiées. »

§ 6. Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, les membres du personnel statutaire assermentés – nonobstant la société du Groupe S.N.C.B. à laquelle ils sont mis à disposition – se conformeront sur le plan interne, pour l'exécution de leurs missions aux directives générales établies par les membres de personnel statutaires assermentés de la S.N.C.B. Holding désignés par le Roi conformément au § 2. »

Art. 93. L'article 85 de la loi du 21 mai 1991 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public, est abrogé.

Art. 94. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date d'entrée en vigueur de l'article 93.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre du Budget et de la Protection de la consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEEL

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Intégration sociale,
C. DUPONT

Le Ministre de la Mobilité,
R. LANDUYT

Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
B. TUYBENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

Chambre des représentants.

Documents : 51 2020/(2005-2006). — 001 : Projet de loi. — 002 à 006 : Amendements. — 007 et 008 : Rapports. — 009 et 010 : Amendements. — 011 à 015 : Rapports. — 016 : Texte adopté par les commissions. — 017 : Rapport. — 018 : Amendements. — 019 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 24 novembre 2005.
Sénat.

Documents : 3-1447 (2005-2006).

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N°s 3 à 6 : Rapports.

N° 7 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 15 décembre 2005.

§ 4. Indien zij naar aanleiding van de uitoefening van hun bevoegdheden kennis krijgen van andere misdrijven lichten zij de bevoegde politiediensten hiervan onmiddellijk in.

§ 5. Zij leggen voor de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement van hun werkzetel volgende eed af :

« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk en het mij toegekend ambt trouw waar te nemen. »

§ 6. Onverminderd de bevoegdheid van de gerechtelijke overheden, zullen de beëdigde statutaire personeelsleden – aan welke vennootschap van de N.M.B.S. Groep ze ook ter beschikking gesteld zijn – zich op het interne vlak voor de uitvoering van hun opdrachten houden aan de algemene richtlijnen, opgesteld door de door de Koning in § 2 aangewezen beëdigde statutaire personeelsleden van de N.M.B.S. Holding. »

Art. 93. Artikel 85 van de wet van 21 mei 1991 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector, wordt opgeheven.

Art. 94. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de datum waarop artikel 93 in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Begroting en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEEL

De Minister van Economie en Energie,
M. VERWILGHEN

De Minister van sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

De Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS

Met 's Lands zegel geregeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken : Doc 51 2020 (2005/2006). — 001 : Ontwerp van wet. — 002 tot 006 : Amendementen. — 007 en 008 : Verslagen. — 009 en 010 : Amendementen. — 011 tot 015 : Verslagen. — 016 : Tekst aangenomen door de Commissies. — 017 : Verslag. — 018 : Amendementen. — 019 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 24 november 2005.
Senaat.

Stukken : 3-1447 (2005-2006).

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nrs. 3 tot 6 : Verslagen.

Nr. 7 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 15 december 2005.